



Pr Christophe Büla



Pr Gabriel Gold



Dr Jérôme Morisod

ÉDITEURS



Dr Michel Dafflon



Dr Markus Hug



Dr Hans Kaspar Schulthess

Qu'il est difficile d'être médecin de premier recours en 2018!

Le système de santé suisse ne favorise pas les médecins de premier recours, pourtant le pilier indispensable d'un système de santé performant. Malgré une formation excellente, toujours améliorée par des adaptations du programme, les médecins de premier recours ne sont pas soutenus par les autorités politiques et font l'objet de chicanes administratives de la part des caisses maladie, comme tous les professionnels de santé d'ailleurs. Ils restent sous-payés par rapport aux spécialistes.

En effet, il faut revoir à tout prix leur rémunération et la révision du Tarmed actuellement en cours auprès de la FMH tente de combler les lacunes les plus crasses. Mais ce système de révision bute sur l'absence de soutien de la part des autres partenaires, en particulier des assureurs et de la Confédération, qui verrait d'un bon œil pouvoir déterminer elle-même la tarification. Le Conseiller fédéral Berset et le Conseil Fédéral dans son ensemble, inféodés aux assureurs maladie, ferait bien de revoir leur copie et de s'occuper enfin des problèmes liés aux progressions galopantes des primes. Les médecins suisses allemands ont mal évalué l'importance du passage à une caisse unique, seule solution pour que le corps médical dispose d'un seul adversaire en matière tarifaire. Et que l'on limite enfin au montant du début du Tarmed les charges administratives que les assureurs font payer aux assurés. L'assureur maladie est un partenaire inutile, ce d'autant plus qu'il n'a pas des arguments scientifiques mais

seulement économiques pour discuter du prix. Les critères EAE demandés par la Confédération méritent certes notre attention (pourquoi ne pas les appliquer aux prestations à charge des assurances complémentaires) mais le patient doit rester au centre des préoccupations dans la prise en charge.

Une planification hospitalière fédérale et non plus cantonale aurait le mérite de définir le nombre d'établissements nécessaires à la prise en charge des problèmes de santé de la population suisse. Les hôpitaux disposant d'un bassin de population inférieur à 200'000 habitants devraient prouver l'utilité de leur existence. La suppression de 50 hôpitaux en Suisse entraînerait des milliards d'économies, également pour les collectivités publiques car les hôpitaux sont largement subventionnés. L'attitude la plus inadéquate des autorités cantonales reste de vouloir aligner le prix du point Tarmed sur celui des hôpitaux, ce qui entraînerait par exemple dans le Jura une perte d'un quart de revenu (pour les médecins indépendants..).

Alors, à quand une vision un peu plus globale et non pas purement électoraliste, même d'un conseiller fédéral socialiste ?

Dr Markus Hug

markus.hug@hin.ch